

COTMEC - INFORMATIONS

NOVEMBRE 1977

A SUIVRE ...

Ces trois dernières fois, la COTMEC a joint quelques feuilles à l'envoi mensuel du Service d'Information Catholique : petites nouvelles, annonce d'une manifestation, suggestion de lecture ... Et maintenant, nous nous posons la question : pourquoi ne pas continuer ?

Il ne s'agit pas, bien sûr, de sortir un nouveau journal. Plus simplement de fournir, en quelques pages, certains éléments d'information.

Une façon de nous rappeler sans cesse que, dans notre monde, il n'y a pas de compartiments étanches, mais des éléments en étroite interrelation.

Relations vécues sous la dure loi de la jungle ...

Relations vécues dans la solidarité ...

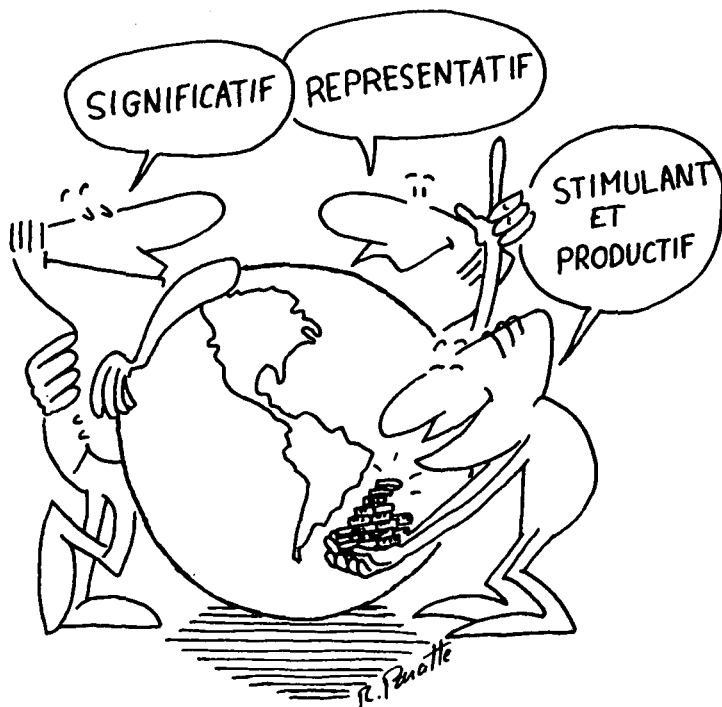
Voilà l'enjeu. Un enjeu qui ne peut laisser personne indifférent, et les chrétiens moins que les autres.

UN SYMPOSIUM ...ET DES QUESTIONS.

Le symposium de Montreux, du 23 au 26 octobre 1977 "réunira pour la première fois à une si large échelle des chefs d'entreprises latino-américains et européens au sein d'un forum multilatéral et non gouvernemental".

Invités d'une "manière sélective" par les associations hôtes, essentiellement des banques qui prennent en charge tous les frais d'organisation, on attend 600 à 700 hommes d'affaire européens et 200 à 300 hommes d'affaire sud-américains.

Grace "à cette participation, le symposium sera véritablement significatif, représentatif, stimulant et productif"



SIGNIFICATIF DE QUOI ?

Des possibilités de rendement offertes aux capitaux lorsque "l'ordre régné" dans un sous-continent ?

REPRESENTATIF DE QUI ?

Du 1/100 de la population dont le revenu a passé de 1960 à 1970 de 11,7 à 17,8 /100 du PNB.

Ou représentatif du 50/100 de la population dont le revenu, dans le même temps, a passé du 17,7 au 13,1/100 du PNB ?

ET LE ROLE DE LA SUISSE ?

Le programme de la rencontre, non gouvernementale (mais qui donnera la parole à 9 ministres latino-américains, indique que " la séance plénière est présidée par M. Nello Celio, ancien Président du Conseil fédéral suisse."

AU SYNODE DES EVEQUES

Sur quoi fonder l'annonce de l'Evangile aujourd'hui

Le président de la Conférence épiscopale canadienne, Mgr Emmett Carter, a demandé que la discussion du Synode ne se limite pas au problème que pose aujourd'hui l'annonce de l'Evangile aux jeunes, les conflits dans lesquels ces derniers se débattent étant les mêmes finalement que ceux qui touchent toute la société. Comment parler d'espérance, de vérité et d'amour à une société qui court après l'argent et le pouvoir et qui refoule les absolus dans l'intimité des consciences et qui exclut Dieu de son univers ?

L'homme moderne aspire pourtant à une véritable cohésion sociale, à la cohérence intime et à la dignité. Aussi l'éducation chrétienne doit-elle s'édifier sur des valeurs de fraternité, d'engagement concret et d'authenticité qui sont les traits du vingtième siècle et dont bien des jeunes tentent de communiquer le goût à leurs aînés. Une des propositions des évêques canadiens, par la bouche de Mgr Carter, est d'intégrer à l'enseignement et à la célébration un véritable engagement dans l'action : sans un tel effort, on ne ferait que parler un langage périmé.

Rapport de Mgr Degenhardt : "Les hommes d'aujourd'hui demandent que l'Eglise s'engage dans l'aménagement d'une société juste et respectueuse de l'homme dans sa totalité".

Dans son "panorama" demandé par le pape et fondé sur les réponses des différents évêchés du monde, Mgr Degenhardt, archevêque de Paderborn, relève que les hommes d'aujourd'hui ont une espérance dans l'Eglise : beaucoup de non-chrétiens attendent d'elle une réponse aux questions angoissantes de la vie, de l'histoire, de la souffrance, de la mort ... Et ils demandent qu'elle s'engage pour le rétablissement de la paix et accorde son aide à l'aménagement d'une société juste et respectueuse de l'homme dans sa totalité. Annoncer l'Evangile est ainsi un service rendu non seulement à la communauté chrétienne mais à tous les hommes.

NOUVELLE - CALEDONIE

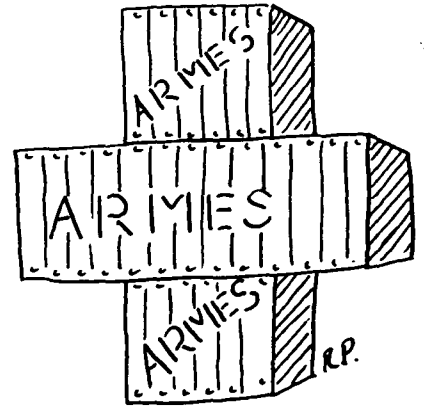
Les Eglises font échouer un projet injuste de réforme électorale

Récemment, un projet de réforme électorale était proposé qui devait aboutir, en fait, à diviser la population calédonienne sur une base ethnique et à assurer la majorité des sièges aux européens risquant de créer ainsi une situation "à rhodésienne".

Dès octobre 1976, ce projet était refusé par l'unanimité de l'Assemblée Territoriale de la Nouvelle Calédonie, mais il n'en continuait pas moins à cheminer vers Paris, poussé par les députés centristes.

S'il a été refusé au Sénat, c'est dû en grande partie aux prises de positions des Eglises Evangélique et Catholique sur place et en France (par l'intermédiaire de la Fédération Protestante de France et de la Commission Justice et Paix).

(ICI n.519)



COMMERCE DES ARMES

Pax Christi, France : manifestations contre le commerce des armes

Au Bourget a lieu tous les deux ans le Salon de l'Aéronautique et de l'espace. Sur place

ou en marge, sont traités d'important marchés de matériel de guerre. En 1971 et 1973, Pax Christi s'est joint à des mouvements non-violents pour manifester à l'intérieur du salon (en 1971) et distribuer des tracts aux alentours (1973). Cette année, Pax Christi a organisé sa propre action destinée d'une part à exprimer sa protestation contre ce commerce odieux, d'autre part à

susciter un débat, des réflexions et prises de conscience. Action en deux phases : une veillée de prière en l'Eglise St Gervais (plus de 500 personnes), d'autre part cinq rencontres dans la région parisienne. S'efforçant de tirer des conclusions du faible succès de ces rencontres (à peine 200 personnes en tout) Pax Christi constate que la question des ventes d'armes mobilise beaucoup

moins l'opinion publique que l'écologie et les problèmes du nucléaire civil ou militaire. Les gens sont évidemment plus sensibles à ce qui les menace qu'à ce qui menace autrui. Et les mouvements

engagés en faveur des autres (pays, communautés, classes sociales) ne connaissent, par conséquent, jamais de succès massifs. Ce qui n'enlève rien à l'importance objective et à l'urgence de leur combat.

Qu'en est-il en SUISSE ?

"Selon la Communauté de travail pour le contrôle de l'armement et l'interdiction de l'importation, l'exportation d'armes, les exportations de matériel de guerre continuaient à augmenter (21/100 de plus que pour la période correspondante de l'année précédente) cette année, au moins pour les 6 premiers mois. Le plus préoccupant, souligne la Communauté, est que plus d'un cinquième du matériel exporté l'a été dans les pays en voie de développement dont, par exemple, le Ghana ou l'Equateur.

Le Département militaire a confirmé le total de 241 millions d'exportations pour les mois de janvier à juin, mettant en doute l'augmentation puisse valablement être prise en considération avant que ne soient connus les chiffres de la fin 1977 ... "

(Domaine Public 423)

UN BAROMETRE (de notre niveau de vie) A LA HAUSSE

Le nouvel indice des prix à la consommation (encore officieux) a été rajeuni. En se référant à celui qui avait été établi en 1939, on constate que l'alimentation qui représentait alors le 40/00 ne compte plus actuellement que pour le 20/00. Par contre, en ce qui concerne Instruction Loisirs, Transports, Boisson et Tabac, on passe de 11 à 35 /00.

(SUITE DE LA 1ère PAGE...)

Dimanche après midi, au moment où commençait le symposium, un rassemblement (cortège et allocutions) avait lieu au marché couvert de Montreux. D'une très haute tenue, cette rencontre a permis de sentir un réel courant de solidarité entre une "autre Suisse" et une "autre Amérique Latine". Parmi les interventions, nous avons remarqué celle de Bernard Matthey (CRT). Il a su inviter chacun, d'une manière exigeante, et particulièrement les travailleurs et les syndicats, à partir de la prise de conscience réelle (souvent très minime) des problèmes du Tiers Monde à la base et à saisir toutes les occasions pour élargir ce champ de vision, notamment par une information plus ample : enfin et surtout à situer dans ce contexte élargi toute action et revendication. A en rester à un corporatisme étroit, le risque est grand de rejoindre le camp des oppresseurs et de nier, dans les faits, la solidarité dont on est venu témoigner.

PRIX NOBEL DE LA PAIX

Si certaines décisions du Jury d'Oslo ont pu nous surprendre par le passé, il faut nous réjouir sans réserve, cette année, de son attribution à l'organisation AMNESTY INTERNATIONAL. A l'oeuvre depuis 1961 en faveur des prisonniers politiques, elle a acquis une suffisante notoriété pour qu'il ne soit plus nécessaire de la présenter.

Signalons que la prochaine campagne vise à obtenir la libération des prisonniers politiques en Indonésie "dont le nombre pourrait aller jusqu'à 100.000 et dont beaucoup sont détenus sans jugement depuis 12 ans".

Un rapport sur cette question paraîtra prochainement en français.

"JUSQU' A LA LIE ..."

Sous ce titre, François Gross publiait un excellent article sur l'évolution de la situation en Afrique du Sud (Courrier du 20.10)

"THE WORLD" (note : principale publication lue par les "non-blancs") s'est tu. Comme s'était tu, il y a quelques jours Steve Biko, écrivain noir, mort en prison dans des circonstances pour le moins étranges. Les organisations chrétiennes seront sommées de se taire. M. Vorster a décidé d'avancer seul vers son inéluctable destin. Il ne peut plus supporter les voix de la modération..."

En écho, nous ajoutons les propos de Mme Oshadi Phakathi, ancienne directrice régionale de l'institut chrétien d'Afrique du Sud, maintenant bannie de son pays pour 5 ans. Invitée par la Coopération des Eglises Evangéliques à s'exprimer dans différentes villes de Suisse alémanique, on lui a notamment demandé son avis sur les bons offices des Eglises protestantes de la Suisse en vue d'une réconciliation entre les races en Afrique du Sud.

"Je suis convaincue personnellement qu'il est trop tard pour entamer ce genre de dialogue. Le fossé entre Noirs et blancs est très profond. Et l'on ne peut exclure que d'éventuels accords entre ~~entre~~ directions d'Eglises ne soient pas suivis par le peuple des Eglises. Pour nous, Sud-Africains noirs, les moyens pacifiques de résoudre le conflit sont épuisés."

Et Mme Phakathi de poursuivre : "La Suisse est impliquée dans le contexte sud-Africain, tant par ses investissements économiques que par le dialogue entre les Eglises. Elle n'échappera pas à l'obligation de prendre parti. Vous devez vous décider : êtes-vous pour ou contre l'apartheid ?"

(SPP)

COMMUNICATIONS

Nous vous rappelons qu'une cassette contenant des textes et de la musique d'Indiens d'Amérique du Nord, enregistrée pour marquer l'évènement de la Conférence de Genève sur la discrimination des populations indigènes, peut être obtenue au secrétariat de la COTMEC.

MARDI 1er NOVEMBRE à 20h30 (Centre protestant de Chêne Thônex)
Conférence de EMILIO CASTRO Responsable au COE, ancien pasteur à Montevideo.

COURAGE ET SOUFFRANCES DES EGLISES D'AMERIQUE LATINE

Vendredi 2 décembre, salle communale de Plainpalais, spectacle de chants et de danses par la troupe SAHAROU

"CHAID EL OUALI"

Des précisions seront données ultérieurement.

COMMISSION TIERS-MONDE DE L'EGLISE CATHOLIQUE C.P. 208 - 1211 Genève 4

Secrétariat : André Fol - 7 Rue Pictet de Bock - 1205 Genève - Téléphone : 29.58.50

A la recherche d'un nouveau style de vie

A la suite d'un forum qui a eu lieu en octobre 1976, à Macolin, les participants ont publié, sous la forme d'un opuscule, une "Lettre ouverte aux Eglises, communautés, paroisses et groupes chrétiens, et à tous ceux qui, dans ce pays cherchent à renouveler la vie, le travail et l'habitat".

Les auteurs de la brochure, des chrétiens de différentes confessions, y abordent diverses questions qui regardent la Suisse et le monde entier. Ils pensent que la crise de la société n'est ni passagère, ni superficielle mais peut être mortelle si la société ne se renouvelle pas. Pour renouveler la société, ils proposent un nouveau style de vie et demandent aux chrétiens de passer des intentions aux actes.

On peut se procurer cette brochure à la COTMEC. Prix : 3 francs.

Les chrétiens suédois veulent adopter aussi une autre manière de vivre.

Quelque 5000 chrétiens de toutes confessions viennent de se réunir en Suède afin de réfléchir ensemble à une autre manière de vivre. Parmi leurs résolutions, nous relevons la demande de réduire de 5 % le budget de la défense afin de venir en aide aux pays en voie de développement, une société plus égalitaire même au prix de l'abaissement du niveau de vie de beaucoup, un embargo sur la production d'articles de luxe et la réduction de la circulation des automobiles.

Pour les pays les plus défavorisés

- Le gouvernement suisse vient de proposer aux Chambres de contribuer à une action internationale en faveur des pays les plus défavorisés. Il s'agit d'une aide immédiate que les pays industrialisés participant à la conférence Nord-Sud se sont engagés à fournir et qui s'élèvera globalement à un milliard de dollars. La part de la Suisse sera de 26 millions, octroyés par la transformation en dons de crédits publics déjà accordés.
- Rappelons que l'aide publique suisse aux pays en voie de développement est particulièrement faible : 0,19% du produit national brut en 1976, contre 0,33% en moyenne pour les pays industrialisés membres de l'OCDE.
- C'est dans cet éclairage qu'il faut placer la récente déclaration du président de la Confédération, Kurt Furgler, à l'occasion du Jeûne fédéral : "Il ne nous est pas permis, sous prétexte des difficultés économiques qui frappent notre pays, de relâcher, ne fût-ce que pour un temps, notre effort pour l'aide au développement."
- Déclaration à rapprocher de celle qu'a faite le 1er août à Genève M. Alexandre Hay, président du CICR : "Nous avons un véritable devoir de

nous intéresser au sort des moins favorisés, ceux de chez nous mais aussi ceux vivant dans les pays moins développés, notamment dans les plus pauvres d'entre eux. Nous ne pouvons pas être, dans ce monde, avec quelques autres nations, les grands favorisés du sort sans nous'efforcer d'améliorer le destin des autres, et cela d'une manière beaucoup plus active et généreuse que nous le faisons actuellement".

Aider les enfants du Chili gravement meurtris par la situation du pays.

Le quatrième anniversaire de la prise de pouvoir sanglante de la junte du général Pinochet, au Chili, a été marqué en Suisse romande par diverses manifestations de solidarité avec le peuple chilien. Conférences, expositions et ventes d'objets artisanaux confectionnés par d'anciens prisonniers politiques, repas-ceinture dans 28 restaurants, spectacles... L'un des objectifs est de soutenir la vaste et difficile action qu'assume le Vicariat de la solidarité, à Santiago, lequel assure tous les jours des repas à des milliers d'enfants de chômeurs et prisonniers politiques notamment.

- Deux adresses, pour ceux qui voudraient participer ou faire participer à ces efforts : Mission Chili, CCP 10-23748, Lausanne (C.P.8.1225 Chêne)
Terre des Hommes (mentionner au dos "Chili") CCP 12-12176 Genève.

Signalons encore que la remarquable émission télévisée de temps présent consacrée au Chili a été enregistrée en vidéo-cassette par Mission-Chili.

Brésil : Les Eglises s'unissent pour faire face aux problèmes du pays.

Un conseil national des Eglises est en voie de constitution au Brésil. Les cinq Eglises constituantes sont les Eglises catholique, luthérienne, méthodiste, épiscopale et réformée. L'évêque Arthur Kratz, de l'Eglise épiscopale, un des instigateurs du projet, a déclaré qu'il était très important qu'un témoignage commun soit rendu possible, chaque Eglise prise séparément étant trop faible face aux problèmes actuels du Brésil. Les personnes qui voudraient s'associer à l'effort de la COTMEC pour faire connaître ces problèmes ou simplement améliorer leur connaissance de ces questions peuvent commander à la COTMEC la brochure qu'elle a rédigée en collaboration avec son homologue protestante "Les Eglises face à la dictature brésilienne". Prix spécial pour les lecteurs du SIC : 2.- (5 exemplaires et plus : 1.- pièce).

De la lettre aux Eglises (Comité central du COE. 28 juillet au 6 août)

"Nous prétendons être des signes du Royaume mais nous ne sommes souvent que de simples répliques des collectivités qui nous entourent".

Semaine théologique de Kinshasa

La "Libération en Jésus-Christ" a été le thème de cette rencontre qui s'est déroulée du 25 au 30 juillet. Après l'Amérique Latine, l'Afrique tente de formuler sa propre théologie de la libération. Nous relevons dans l'article des I.C.I. qui relate l'évènement : "Il ne s'agit pas d'abord de changer un système économique contre un autre. Il s'agit de reconnaître à Dieu une initiative non seulement cosmique (la création) mais aussi historique : Dieu libère son peuple. Il le délivre d'un ordre des choses que seuls le fatalisme des opprimés et la mauvaise foi des oppresseurs peuvent présenter comme voulu par lui."

Nous extrayons encore de la résolution finale : "Les communautés chrétiennes doivent être présentes dans l'effort de promotion et de libération à la fois culturelles, socio-économiques et politiques du peuple tout entier".

Autre colloque théologique : celui d'Abidjan (12 au 17 septembre)

Petite en apparence, cette rencontre organisée par la Société Africaine de Culture nous paraît riche de promesses. Avec beaucoup de sérénité, une constatation ressort des interventions : en ce qui concerne les structures d'Eglise, "les africains se trouvent vêtus d'un costume qui n'a pas été fait à leur taille et qui ne leur permettra pas d'avancer très loin". "Véritables photo-copies de l'Eglise mère", elles ont été mises en place avec des fonds venus d'ailleurs et ne peuvent subsister sans un arrière-pensé. Souvent des paroisses demandent un prêtre blanc, non en fonction de ses qualités pastorales mais à cause de ses ressources plus abondantes. Autre fait significatif : sur 65 diocèses consultés, 61 ont pour responsable des finances un non-africain.

En guise de résolution, deux projets : un concile africain, "un acte de rassemblement important pour permettre aux africains de se retrouver, de s'évangéliser, de se convertir".

Autre projet : une université africaine, lieu de confrontation entre l'étude de la Parole et de l'expérience religieuse africaine et la réalité de l'Afrique contemporaine avec ses richesses, ses déchirures, son évolution.

COE : un vaste programme en faveur du Liban

La CESEAR (Commission d'entraide et service des Eglises et d'assistance aux réfugiés, organisme du COE) a lancé en août un appel financier de 4 millions de francs suisses en faveur du Liban. C'est le plus important appel qu'ait fait un organisme religieux en faveur de ce pays, qui repense péniblement ses plaies après deux ans de guerre civile. Cette somme sera affectée aux objectifs suivants : aide à un hôpital psychiatrique, à un centre pour personnes âgées, à des centres sociaux pour mères et enfants ...

A Genève, une conférence pas comme les autres.

Quelques 60 délégués de populations indiennes d'Amérique du Nord, du Centre et du Sud se sont réunis du 20 au 23 septembre à Genève. Ils ont été invités par un comité d'organisations non gouvernementales de l'ONU à participer à une conférence sur la discrimination des populations indigènes. Un tel évènement se devait d'être signalé car il nous paraît être un pas vers la reconnaissance du droit à l'existence de minorités jusque là vouées à l'intégration forcée sinon à l'extermination.

A cette occasion, la COTMEC enregistre et s'apprête à faire circuler une cassette contenant de très beaux textes (et musique) d'Indiens d'Amérique du Nord (1700 à nos jours). Ceux que cela intéresse peuvent nous téléphoner.

Adolfo Perez Esquivel : Bilan d'une campagne.

La campagne proposée par la COTMEC pour la libération d'Adolfo a eu un large écho : 716 lettres personnelles et 38 lettres collectives portant 420 signatures ont été envoyées au président Videla et à l'ambassadeur 739 lettres personnelles et 40 lettres collectives avec 360 signatures. (Notons encore sur le plan financier que, non seulement nos frais ont pu être couverts mais un solde reste disponible pour poursuivre l'action notamment en soutenant l'organisme dont Adolfo s'occupait.)

On peut déplorer que cet appel, joint à tant d'autres à travers le monde, n'ait pas encore eu l'effet escompté. (Selon nos informations, aucune procédure n'a encore été engagée ni aucune explication donnée sur les motifs de l'arrestation.)

A Lire : "Pour un dialogue des civilisations" de Roger Garaudy
Edition Denoël. 232 pages.

"Il faut en finir avec cet impérialisme religieux qui a justifié le génocide physique et culturel de tant de peuples ... Mon frère hindou est riche de trois mille ans de recherche et de réponses et moi je marche à ses côtés riche de trois mille ans de recherche et de réponses de l'occident". Cette citation choisie par Garaudy illustre bien le propos de son livre. D'ailleurs, quelques lignes plus loin il ajoute : "C'est là l'esprit du véritable "dialogue des civilisations" que j'essaie par mon livre et par mon projet, de faire avancer" (p.227)

Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique - C.P. 208-1211 Ge.4
Secrétariat : André Fol - 7 Rue Pictet de Bock 1205 Genève. Tel.29.58.50.

Festival "TROIS JOURS POUR L'HOMME"

Vendredi 2, samedi 3 et dimanche 4 septembre aura lieu à Lausanne (devant le théâtre de Vidy), un festival comportant une information générale sur les problèmes - des droits de l'homme

- des relations avec le Tiers Monde
- de l'écologie.

Conférences - Tours de chant - Cinéma - Podium libre
Garderie - Restauration - Librairie ...

À relever que ce festival, mis sur pieds par diverses organisations, est entièrement gratuit. Un système de prêt est à la disposition de ceux qui souhaiteraient soutenir cette entreprise. On peut obtenir à la COTMEC plus ample documentation. La COTMEC sera présente au festival.

Document Amérique Latine

A une mauvaise période de l'année, au mois de juin, vous avez reçu deux documents de la COTMEC concernant la répression de l'Eglise en Amérique Latine. Nous aimerions vous inviter à ne pas laisser ce document dans l'oubli (d'autres exemplaires peuvent être obtenus à la COTMEC). La vie des Eglises établies dans d'autres continents ne peut nous laisser indifférents. Plus encore, comme c'est le cas de l'Amérique Latine, lorsque nous sommes liés avec cette région par des liens étroits, notamment sur le plan économique.

Journées internationales pour une société dépassant les dominations.

Il y a plusieurs années déjà, la Conférence Episcopale du Brésil a lancé le projet d'une réflexion sur ce sujet, proposée à tous les pays. Ces journées devant se dérouler en mai prochain, il n'est donc pas trop tard pour s'y associer. Si nous jugeons particulièrement important de vous signaler cette entreprise, c'est parce que nous pensons que les documents que le secrétariat des "Journées" envoie à ceux qui s'inscrivent peuvent fournir d'excellents thèmes de réflexion à des groupes de chrétiens en dialogue. Des fiches relatant chacune un cas concret parviennent régulièrement. De même, les groupes sont invités, s'ils le désirent, à apporter leur contribution. (Au secrétariat de la COTMEC vous pourrez consulter les fiches déjà parues.)

COTMEC - INFORMATIONS

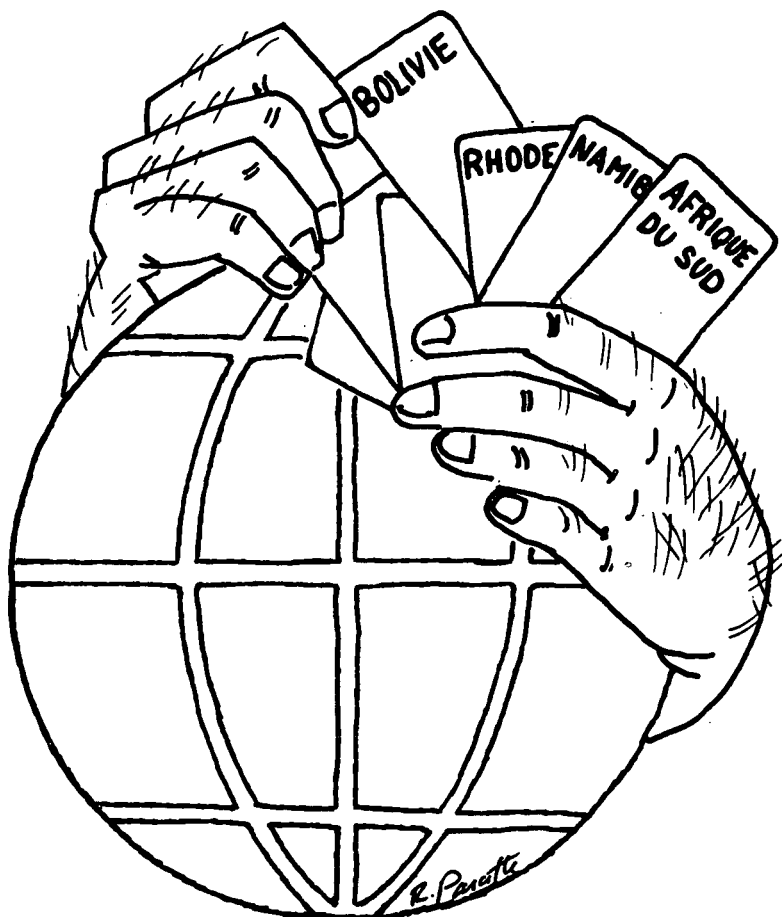
Décembre 1977

BOLIVIE

On demande : racistes prêts à continuer de l'être sous des cieux moins orageux ...

Craignant un prochain bain de sang, nombreux sont les blancs de Rhodésie, Namibie et Afrique du Sud à envisager de quitter ces pays. Ce projet en rencontre un autre, du gouvernement bolivien: celui d'implanter dans certaines régions de Bolivie une colonie blanche issue de ces trois pays. (environ 130'000 personnes). Deux observations : la discrimination raciale à l'égard des Indiens dont le gouvernement bolivien actuel fait preuve, donne à penser qu'il voit dans ce projet l'occasion d'affermir sa domination sur les couches paysanne et minière de la population, qui sont d'extraction indienne, avec l'appui d'une "colonie" formée à la même mentalité. Seconde observation : parmi les pays qui soutiennent concrètement le projet, on trouve la Grande-Bretagne (avec la France et les Etats-Unis), qui semble soucieuse de ne pas réintégrer ses ex-ressortissants des trois pays du cône sud-africain; ce qui s'explique, mais n'excuse pas le soutien au projet d'implantation bolivien.

On trouvera un article plus détaillé dans "Vers un développement solidaire" de novembre 1977.



BRESIL : opposition au sein des militaires

Le 12 octobre, le général Frota, ministre de l'armée de terre, était limogé par le président de la République le Général Geisel. Ce même jour, le général Frota, connu comme représentant de la ligne "dure" des militaires rendait publique une déclaration dont voici un extrait :

... "la déformation et l'abandon des objectifs de la révolution étaient devenus patents, Je suis dans l'obligation de présenter à l'armée de terre la suite d'événements qui, issus de secteurs divers, firent naître en moi cette conviction ..."

Et de dénoncer la connivence du régime actuel avec les idées socialistes, le discrédit dans lequel sont tenues les structures de sécurité nationale, la tendance à l'étatisation de l'économie et la limitation de la liberté d'entreprise ...

Cet événement, qui a eu un grand retentissement dans les milieux politiques du pays, devait être signalé. C'est la première fois, en effet, que les militaires faisaient état de leurs divergences sur l'évolution politique du pays.

(Dial)

DRAMATIQUES INCIDENTS DANS UNE SUCRERIE EQUATORIENNE

Plus de 120 employés tués ?

Plus de 120 ouvriers d'une entreprise sucrière, qui emploie quelques 1800 travailleurs, ont été tués à la suite des affrontements avec la police, a affirmé la Fédération provinciale des travailleurs. Le 19 octobre, les forces de l'ordre avaient expulsé de l'usine les ouvriers en grève.

Le communiqué publié dans la presse locale précise que la majorité des victimes "ont été précipitées dans la cuve de sucre en fusion, noyées ou enterrées par les membres de l'armée et de la police." Le communiqué ajoute que ces méthodes obéissent à la "politique anti-ouvrière et anti-démocratique qui veut faire taire les voix réclamant le respect des droits des travailleurs et du peuple qui se révolte contre l'état de crise permanent du pays."

Le communiqué demande "la libération immédiate des personnes emprisonnées et le châtement des responsables et de leurs complices." En effet des centaines de travailleurs seraient détenus.

Un communiqué du ministre de l'intérieur déclare qu'il y a eu 23 morts, lorsque la police a lancé des grenades lacrymogènes pour chercher à déloger les ouvriers occupant l'usine. C'est dans la confusion causée par les gaz que les ouvriers se sont noyés.

Qu'il y ait eu 120 victimes ou "seulement" 23 ne change rien à l'atrocité de cette répression. Celle-ci confirme, s'il en était besoin, que les pays d'Amérique latine s'enfoncent de plus en plus dans la tyrannie. Cela signifie pour nous un appel à chercher sans cesse les moyens de mettre fin à cette situation, en dépit des faibles chances d'y parvenir rapidement.

EVENEMENTS DE ZOUERATE : "une simple prise d'otage" ?

"Deux autres techniciens français ont été faits prisonniers par le Polisario en Mauritanie. Le gouvernement français qui s'est laissé entraîner à une entreprise partisane à l'ouest du continent africain est aujourd'hui placé devant un dilemme absurde : ou bien il envoie des troupes à Zouerate et Nouakchott afin de protéger ses ressortissants et renoue ainsi avec une vieille tradition coloniale; ou bien il renonce à cette folle opération mais doit rappeler ses coopérants et trahit les engagements d'aide économique qu'il a pris vis à vis de la Mauritanie ... L'affaire est grave et l'opinion a une fâcheuse tendance à oublier le sort de ce peuple saharoui auquel a été refusé le droit à l'autodétermination."

(Témoignage chrétien)

EUROPE

■ Vers l'annulation par la Suède des dettes de huit pays très pauvres

Il semble que la Suède est sur le point d'annuler purement et simplement les dettes contractées envers elle par huit pays parmi les plus pauvres. En effet, le représentant de ce pays à l'ONU a déclaré que le gouvernement allait demander au parlement l'autorisation de procéder à cette annulation. Cette déclaration a suscité une certaine réserve chez le représentant américain à l'ONU, qui a affirmé que son pays préférerait procéder cas par cas plutôt qu'au moyen d'une exonération générale.

■ En quels termes discuter de la société et de l'homme de demain ?

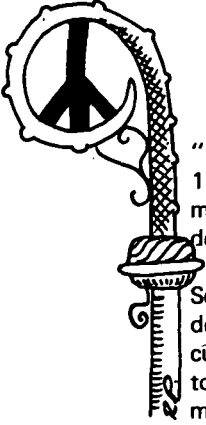
Organe commun de Frères sans frontières, Groupes volontaires d'outre-mer et du service chrétien international pour la paix, la revue "Interrogation" ... s'interroge en première page de son numéro d'octobre. Pour l'essentiel, ce texte dit : Nous sommes unanimes à dire que le ménage mondial est complètement perturbé (et ceux qui travaillent outre-mer en témoignent); à souhaiter des changements structurels profonds car nous constatons bien que, depuis des années que nous travaillons pour le Tiers-Monde, nous ne ferons que mettre des emplâtres sur une jambe de bois si nous ne nous attaquons pas aux racines du mal; enfin à projeter sur notre action l'objectif d'un monde d'amour ... Mais à partir d'une analyse politique de la situation, c'est en termes théologiques ou philosophiques que nous formulons les objectifs à atteindre.

Pourquoi nos trois mouvements ne se fixeraient-ils pas des objectifs proprement politiques ?

La question que se pose "Interrogation" se pose un jour ou l'autre à tout mouvement de cette nature d'inspiration chrétienne. Et il est normal et bon d'y répondre positivement si elle procède d'une analyse lucide des réalités et non simplement du découragement face à l'énorme difficulté d'instaurer le "monde d'amour" souhaité. Mais ce choix politique résolu ne saurait conduire pour autant un mouvement chrétien à renoncer au travail de conversion sans qu'il en soit profondément dénaturé.

EGLISE

■ Paul VI : "Non à la violence, oui à la paix !"



"Non à la violence, oui à la paix !", c'est le thème choisi par Paul VI pour la prochaine Journée mondiale de la paix, le 1^{er} janvier 1978. Ce sera la 11^e du genre. Un document pontifical sur ce thème, qui sera publié en décembre prochain, mettra en relief que "refuser et combattre la violence est un devoir moral", a précisé le P. Panciroli, responsable de la salle de presse du Vatican.

Se fondant sur des précédents, on pourrait, d'avance, être amer et pessimiste à l'idée que beaucoup penseront à la violence des autres et guère à celles que nous cautionnons souvent par notre passivité; nos dominations économique politique et culturelle qui tuent et empêchent de vivre dignement et humainement bien plus d'hommes, de femmes et d'enfants que toutes les violences directes et visibles. Mais sans que cela altère notre lucidité, soyons plutôt confiants : des dizaines de milliers de chrétiens et de non-chrétiens travaillent aussi à la vraie paix, celle qui découlera d'un monde véritablement fraternel et juste.

■ Le Synode, la catéchèse et les problèmes de justice

Le Synode des évêques, dans son document final intitulé "Message au peuple de Dieu", a souligné que développant le sens de la solidarité humaine, la catéchèse devait permettre et susciter de nouvelles formes d'engagements conscients et efficaces, notamment dans le domaine de la justice.

On déplorera cependant, avec d'autres commentateurs, qu'à part ce passage, le Synode n'ait pas beaucoup prêté attention aux questions de justice sociale et au rôle des chrétiens dans la société. "N'a-t-on pas, écrit l'un d'eux, oublié le Concile, qui a défini le rôle de l'Eglise dans le monde en termes de services ? A-t-on montré le visage d'une Eglise en dialogue ou celui d'une Eglise discourant sur le monde ?"

■ La Conférence d'Helsinki, c'est aussi l'affaire des Eglises

A Berne, du 31 mars au 3 avril 1977, à l'instigation de la Fédération des Eglises Protestantes de Suisse et la Conférence suisse des Evêques, une consultation a eu lieu sur le thème : "La contribution des Eglises à la sécurité et à la coopération en Europe, implications éthiques de l'acte final de la Conférence pour la sécurité et la Coopération en Europe (CSCE)".

Les résultats et les recommandations de cette consultation ont fait l'objet d'un rapport de l'Institut d'Ethique Sociale (N. 24. octobre 77). C'est de ce document que nous extrayons les lignes ci-dessous.

1. *L'acte final d'Helsinki * s'attaque à des questions qui influencent de manière décisive le destin des hommes à l'Est comme à l'Ouest. Que l'on songe à la sécurité des frontières, aux armements, aux droits de l'homme ... En tant que déclaration d'intention cet Acte constitue précisément un instrument permettant d'apprécier en permanence les progrès réalisés pour atteindre les buts qui y sont définis.
C'est pourquoi les Eglises doivent encourager l'étude et la mise en oeuvre de l'Acte final d'Helsinki.*

8. *L'Eglise dans sa volonté de réconciliation qui est au coeur de sa mission, ne doit pas oublier la dure réalité politique, notamment le déploiement angoissant des armements.
Même la lutte pour les droits de l'homme peut être exploitée à des fins de puissance.
Et pourtant les Eglises doivent mener ce combat sans jamais se mettre à la remorque des intérêts de la politique de puissance. La volonté de réconciliation ne doit pas être confondue avec le laisser-aller et la nonchalance inoffensive.*

9. *Les Eglises doivent appeler les paroisses au service de la paix. Celles-ci doivent tenir au droit à la paix comme à l'un des droits de l'homme et reconnaître expressément que chaque progrès social constitue une contribution essentielle à la paix.*

16. *... Les Eglises doivent s'engager dans le domaine politique et dans le monde entier en faveur des opprimés. En Europe, nous sommes aujourd'hui particulièrement frappés par des rapports selon lesquels des hommes défendant leurs droits fondamentaux et en se référant au principe VII de l'Acte final, sont tombés dans une situation désespérée.*

31. *... Même si dans la perspective de la conférence CSCE de Belgrade nous devons penser d'abord à l'Europe, il ne faut pas négliger pour autant notre responsabilité commune et la collaboration étroite avec le Tiers-Monde.*

34. *C'est la tâche des Eglises de mettre sur pied des programmes adéquats afin que les pasteurs prennent conscience des problèmes relatifs aux droits de l'homme et au développement.*

* On peut obtenir ce document au secrétariat de la COTMEC.

■ NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE INTERNATIONAL : un débat usé ?

La communauté de travail Swissaid - Action de Carême - Pain pour le Prochain - Helvetas, le Service d'information Tiers Monde et la Déclaration de Berne ont organisé le 10 novembre 1977 une journée - débat sur le thème du NOEI.

Dans une première partie, deux exposés : celui de M. Amine KHERBI (algérien, porte-parole du groupe des 77 à la IVème conférence de la CNUCED à Nairobi), qui a posé le cadre et fait un historique du problème, en concluant que l'absence de résultat provenait de l'attitude de refus des pays développés qui continuent à soutenir un système agonisant, et celui de M. Jacques CUTTAT (Division du Commerce, porte-parole des pays industrialisés à la IVème CNUCED), qui résumait parfaitement la position suisse, en soutenant par exemple qu'il faudrait augmenter le niveau de vie des pays en voie de développement sans diminuer celui des pays industrialisés.

Après ces exposés qui en fait ne nous apprenaient rien, un débat un peu plus animé a permis de poser quelques questions fondamentales : le nouvel ordre économique international est-il vraiment nouveau ? il préconise de combler l'écart entre pays riches et pays pauvres ce qui est absurde et impossible mathématiquement, alors ne faudrait-il pas plutôt changer de modèle de croissance ?

A la suite d'une journée sur le même thème en suisse-allemande, les organisateurs envisagent de faire une petite publication.

■ Du côté du riche Lazare ou du bambin famélique ?

Selon un groupe d'experts de la FAO réuni récemment à Rome, 30 o/o des enfants sous-alimentés manquent à la fois de protéines et de lipides, alors que 70 o/o manquent de lipides seulement, donc de corps gras. Ces mêmes corps gras dont l'excès cause la terreur des hommes et des femmes des pays riches en raison de l'infarctus ou de l'embonpoint ! Quelle absurdité ! Absurdité non pas engendrée par un petit lapsus du système appelant un petit correctif anodin, mais découlant de principes fondamentaux régissant, de fait si ce n'est toujours de droit, notre société.

A considérer lors de nos engagements !

COMMUNICATIONS

⇒ "Action Jute" : deuxième étape

Une deuxième étape de l'Action Jute (vente de sacs de jute du Bangla Desh accompagnée d'une information) est en préparation. 40'000 sacs ont été commandés. Les groupes ou personnes qui voudraient se joindre à cette action prendront contact avec le secrétariat de la Déclaration de Berne (tél. 021/22 32 19)

⇒ Le 30 novembre à 18 h 15, à la TV romande, dans le cadre de l'émission "l'antenne est à vous" nous pourrions découvrir Le Mouvement Anti-Apartheid Suisse

Signalons encore que le MAAS organise une écoute collective de cette émission suivie d'une discussion au Centre Universitaire Protestant 2 av. du Mail.
(Cette émission est rediffusée le lendemain 1 décembre à 22h.30)

⇒ Le 2 décembre à 20 h.30 à UNI II Table ronde sur Asile politique : problème mondial, problème suisse.

Tant l'actualité du sujet que le choix des participants nous promettent une soirée du plus haut intérêt.



A LIRE

■ "Géographie du sous-développement", d'Yves Lacoste

Ce livre tend à établir une carte du développement et du sous-développement dans le monde mais en tentant d'aller plus loin que, par exemple, les cartes fondées sur le produit intérieur brut. L'auteur s'efforce de partir d'une conception plus globale du problème.

■ "Tourisme dans le Tiers-Monde, mythes et réalités", publié par le Centre Europe-Tiers-Monde (37, quai Wilson, Genève).

Divisé en trois parties, ce fascicule de 43 pages traite successivement des motivations et comportements du tourisme occidental, de la perception de l'hôte du Tiers-Monde et enfin des coûts sociaux et bénéfiques économiques.

COMMISSION TIERS-MONDE DE L'EGLISE CATHOLIQUE C.P. 208 - 1211 Genève 4

Secrétariat : André Fol - 7 rue Pictet de Bock - 1205 Genève - Téléphone : 29.58.50